

Série « Vers une défense civile non-violente »

Diaporama 4

La résistance civile non-armée contre les dictatures et coups d'État

Étienne Godinot

27.11.2011



Précision

Les images présentées dans ces diaporamas nous ont été fournies par des sources diverses.

Ne pouvant nous assurer qu'elles ne sont pas soumises au régime des **droits d'auteur**, nous prions leurs ayants droit éventuels de nous préciser s'ils souhaitent que nous les retirions.

La résistance civile non-armée contre les dictatures et les coups d'État

Sommaire

- Allemagne (Kapp, 1921)
- Uruguay (1983-1984)
- Haïti (Duvalier, 1985-86)
- Philippines (Marcos, 1986)
- Corée du Sud (Chun Doo-hwan, 1987)

D'autres exemples historiques méritent d'être présentés, notamment ceux de la Lybie et de l'Égypte au printemps 2011. Cela sera fait ultérieurement...

Sources :
- revue *Alternatives non-violentes*, n°119-120 et 121 (2001) *Les luttes non-violentes au XX^{ème} siècle*
- Internet *Wikipedia*

1 - Le putsch de Kapp en 1921

En 1919, une brigade anti-républicaine est fondée en Allemagne par le capitaine Erhardt en soutien au député monarchiste Wolfgang Kapp, fondateur du *Deutsche Vaterlandspartei* (« Parti allemand de la patrie »).

Les Alliés exigent sa dissolution, acceptée par le gouvernement de la république de Weimar.

Le 13 mars 1920, la « brigade Erhardt » de 6 000 hommes, commandée par le général monarchiste von Lüttwitz, marche sur Berlin.

Photos : - Wolfgang Kapp
- L'entrée de la brigade Erhardt à Berlin
le 13 mars 1920



Grève générale et résistance des fonctionnaires



L'armée refuse de tirer sur les insurgés. Le conseil des ministres se réfugie à Dresde, puis à Stuttgart. La brigade occupe les quartiers gouvernementaux et décrète la mise en place d'un gouvernement provisoire.



Kapp proclame l'état de siège, suspend les journaux. Mais il est confronté à une **grève générale** de quatre jours, déclenchée par les syndicats et les partis de gauche, qui bloque toute l'économie. 12 millions de salariés participent à la grève.

Photos :

- Les soldats de la brigade de marine distribuent des tracts le 13 mars 1920
- La brigade putschiste en position

L'échec des putschistes

Les putschistes se heurtent aussi à la résistance des **fonctionnaires** berlinois.

Le directeur de la *Reichsbank* refuse de payer les 10 millions de marks que lui réclame Kapp.

Le 17 mars, Kapp fuit vers la Suède. Il revient en Allemagne après deux ans d'exil. Il décèdera en 1922, avant son procès. La république de Weimar prendra fin en 1933 avec l'avènement du nazisme.

Photos :

- Affiche d'appel à la grève générale contre le putsch de Kapp
- Plaque en mémoire de la mise en échec du putsch de Kapp (station Wetter à Berlin)



2 - Uruguay (1983-1984)

- Juin 1973 : l'armée prend le pouvoir « pour lutter contre la subversion ». Dictature pendant 10 ans. 7 000 prisonniers politiques pour 3 millions d'habitants. Les *Escadrons de la mort*, groupes paramilitaires d'extrême droite, pourchassent les opposants.
- Novembre 1980 : le régime militaire organise un référendum pour pérenniser son pouvoir, mais ne prend pas la peine d'organiser la fraude... : 87 % de Non



Photos : - Carte de l'Uruguay
- Hector Castagneto, étudiant en agronomie assassiné le 17 août 1971 par les *Escadrons de la mort*, Son cadavre a été jeté dans le Rio de la Plata

Une petite organisation non-violente

- Dès 1982, des milieux syndicaux, étudiants et religieux se mobilisent autour du *Servicio Paz y Justicia* (SERPAJ), organisation non-violente fondée à la fin des années 1960 pour la défense des droits de l'homme en Amérique latine.

Le silence des partis traditionnels et de la hiérarchie de l'Église confère au SERPAJ un rôle politique bien plus grand que son importance numérique.

Le SERPAJ Uruguay est animé par le jésuite Luis Perez Aguirre

Photos : - Adolfo Perez Esquivel (Argentin), fondateur du SERPAJ, prix Nobel de la Paix 1980
- Luis Perez Aguirre



Un jeûne et une opération « ville morte »



- Juillet 1983 : le SERPAJ diffuse des témoignages de tortures et de viols de personnes emprisonnées. Luis Perez Aguirre est arrêté et interrogé pendant 17 h. Trois membres du SERPAJ font un jeûne de 15 jours pour faire du 25 août une journée nationale de réflexion sur les solutions démocratiques aux problèmes du pays
- 25 août 1983 : Opération « ville morte » dans la capitale, Montevideo. Lumières éteintes, concert de casseroles toute la soirée.
Mise en place d'une coordination nationale des forces démocratiques



Le retour de la démocratie

- 30 août 1983 : le SERPAJ est interdit, ses biens confisqués.
- 27 novembre 1983 : L'Uruguay connaît la plus grande manifestation de son histoire : 500 000 personnes, soit 1/6^{ème} de la population, malgré l'interdiction par le gouvernement
- 18 janvier 1984 : la grève générale est un succès
- 25 novembre 1984 : élections libres, 85 % de participation
- 1^{er} mars 1985 : Gouvernement d'union nationale constitué par Julio Sanguinetti. Les derniers prisonniers politiques sont libérés



Photos : - Le livre de Luis Perez Aguirre *Tout commence par un cri*
- le *Palacio legislativo* à Montevideo

3 - Renversement de la dictature Duvalier en Haïti (1986)



Le régime de Jean-Claude Duvalier, incompétent, dictatorial, corrompu, et spoliateur, reposait sur la milice paramilitaire des *Tontons Macoutes*.

Il s'effondre le 7 février 1986 suite à deux mois de mobilisation de toute la population : communautés de base religieuses, associations de paysans, comités de quartier, comités de défense des droits humains, associations patronales, syndicats, associations de jeunes, de femmes, etc.



Les actions ont été principalement non-violentes (marches de protestation du 26 au 30 janvier), mais aussi violentes (incendie du palais de justice de Gonaïves)

Photos : - Jean-Claude Duvalier
- Manifestation de fin janvier 1986 en Haïti

4 - Renversement de la dictature Marcos aux Philippines (1986) *



Les 20 années du régime du président Ferdinand Marcos ont été marquées par les atteintes aux libertés, l'exil ou l'emprisonnement des personnalités de l'opposition, la corruption, l'explosion des inégalités, la loi martiale en 1972.



La voie légale semblait bouchée à cause de la fraude électorale, et parce que Marcos avait fait assassiner, à son retour d'exil, le 21 août 1983, le seul opposant en mesure de lui tenir tête, Ninoy Aquino.

Photos : - Ferdinand Marcos
- L'assassinat de Ninoy Aquino

* D'après l'article de Christian Mellon sur ce sujet, revue *Alternatives non-violentes*, *Les luttes non-violentes au XX^e siècle*, 2001

Un assassinat qui met en marche une révolution non-violente

Cet assassinat sert de détonateur à l'opposition qui multiplie grèves, manifestations, et mène une campagne de non-coopération et de désobéissance civile.



Depuis des années, en effet, des groupes catholiques préconisent l'action non-violente pour lutter contre la dictature, notamment l'évêque Francisco Claver et le mouvement *Akkapka* animé par José Blanco.



Photos : Francisco Claver sj
Logo du mouvement Akkapka

Formation à l'action non-violente et à la démocratie

En 1984, les élections parlementaires truquées permettent toutefois d'élire 56 députés d'opposition et de constituer le NAMFREL (*National citizens's Movement for free Election*) qui mobilise des centaines de milliers de volontaires pour surveiller les urnes et vérifier les calculs.



Photo : Le logo du NAMFREL avec le proverbe
« Mieux vaut allumer une bougie que maudire
l'obscurité »

La fraude électorale déclenche l'insurrection non-violente



Lors des élections du 7 février 1986, les 500 000 volontaires du NAMFREL enregistrent 52 % pour le parti ONUDI de Cory Aquino, veuve de Ninoy Aquino, mais la Commission électorale gouvernementale proclame l'élection du parti de Marcos, le KBL.

Dans un pays où la population est à 85 % catholique, la Conférence des évêques appelle au « combat non-violent pour la justice ».

Les USA, qui ont trop longtemps soutenu Marcos, condamnent la fraude électorale.

Photo : Corazon Aquino, dite Cory

Le retournement des militaires démocrates



Le 22 février 1986, le ministre de la Défense, Ponce Enrile, et le Chef d'état-major, le général Ramos, se rallient à Cory Aquino. Ils annoncent leur décision sur *Radio Veritas*, la seule non contrôlée par Marcos, et se retranchent dans le « camp Aguinaldo », une caserne au centre de Manille.

Dans la soirée, sur *Radio Veritas*, le cardinal Sin, archevêque de Manille, invite les habitants à entourer le camp Aguinaldo pour empêcher les troupes gouvernementales de l'attaquer.

- Photos :
- le ralliement de Enrile et Ramos à Cory Aquino
 - Le cardinal Jaime Sin

Une barricade humaine

Le dimanche 23 février, une foule de en plus nombreuse afflue sur l'avenue *Epifanio de los Santos Avenue (EDSA)* à Manille.

Au milieu de l'après-midi, 5 chars et 8 véhicules blindés tentent de traverser la foule pour attaquer les « rebelles ».

Se forme alors une véritable barricade humaine qui refuse de se disloquer devant les chars qui avancent. Les gens cernent les véhicules, interpellent les soldats, leur offrent des fleurs et des boissons.



Le retournement de l'armée



Le général Tadiar menace d'ouvrir le feu sur la foule si elle ne se disperse pas. Personne ne bouge. Par deux fois, il tente de faire avancer les chars. La barricade humaine tient bon. Le général ordonne alors aux chars de se retirer.



Au petit matin du lundi 24 février, nouvelle tentative des militaires pour attaquer le camp des rebelles. Les artilleurs refusent de tirer.

Sept hélicoptères qui ont reçu mission d'attaquer le camps des rebelles s'y posent paisiblement, et leurs équipages rejoignent le général Ramos

Le soutien de la TV et de la population à la présidente légitime

Le lundi 24 février à 9 heures, alors que Marcos s'entretient sur la chaîne officielle de la télévision avec son nouveau Chef d'état-major, l'émission s'interrompt : les responsables de la télévision se sont ralliés à Cory Aquino.

L'après-midi, à l'appel de la Présidente légitime, plus de 2 millions de personnes descendent dans l'avenue EDSA.



Le soutien de la communauté internationale à la présidente légitime



Le mardi 25 février, quand Marcos prête serment comme président, aucun diplomate étranger n'est présent.

A la même heure, une autre chaîne de TV retransmet la prestation de serment de Cory Aquino, qui nomme immédiatement son gouvernement.



Dans la soirée, des hélicoptères américains viennent chercher l'ex-président, sa famille et ses caisses d'or et de bijoux pour les emmener à Hawaï.

Photos : - Cory Aquino acclamée par la population

- Ronald Reagan a laissé tomber son protégé Marcos parce qu'il a constaté que ce dernier avait perdu tout pouvoir réel sur la société philippine

Corée du Sud (1987)

- Régimes dictatoriaux de Park Chung-hee (1972-1979), puis de Chun Doo-hwan (1979-1987). Répression meurtrière des émeutes contre la loi martiale à Gwangju le 18 mai 1980
- Pendant deux décennies, de nombreux militants de l'Église oecuménique (*National Council of Churches of Korea - NCCK*) et des leaders bouddhistes sont influencés et formés par le mouvement américain des droits civiques des années 1960, dirigé par Martin Luther King.

Les militants des Églises constituent la plus grande fraction des prisonniers politiques



Photo du haut : le général Chun Doo-hwan, auteur du coup d'État militaire du 12 décembre 1979



La protestation en paroles et en action

"고맙습니다, 서로 사랑하세요."



- 1^{er} mars 1976 : 12 dissidents éminents avec à leur tête le cardinal de Séoul, Kim Su-hwan, et le secrétaire général du NCCK, Dim Kwan-sok, proclament la *Déclaration pour la démocratie et le salut national*, demandent l'abrogation du décret répressif de 1975 et la libération des prisonniers politiques
- 1987 : Une procession funéraire de masse à la mémoire d'un étudiant torturé et assassiné par la police, serpente sur 1 600 km entre Séoul et Kwangju.



Photo du haut : le cardinal Kim Su Hwan

Manifestations pour la démocratie

- Des protestataires occupent la cathédrale Myeong Dong au centre de Séoul. Le site sert de phare pour les protestations massives de mai à juillet qui rassemblent plus de 100 000 personnes et font référence à la révolution *People Power* aux Philippines.
- 29 juin 1987 : le général Roh Tae Woh, candidat du parti unique en place, le *Parti Justice Démocratique*, aux élections présidentielles, annonce l'élection du Président au suffrage universel direct. Cette déclaration, qui va à l'encontre de la décision antérieure du Président Chun Doo Hwan, stupéfie le pays.



Photos : - La cathédrale Myeong Dong à Séoul
- le Général puis Président Roh Tae-wooh

L'avènement de la démocratie

Par cette annonce, une confrontation violente prête à éclater est écartée de justesse. La nation s'engage sur son chemin vers la démocratisation.

Roh Tae Woo est élu président le 16 décembre 1987 avec 39,5 % des voix, à cause de la candidature de deux personnalités de l'opposition démocratique, Kim Dae-Jung et Kim Young-sam

Kim Dae-jung, élu en 1997, sera le premier Président bénéficiant d'une légitimité démocratique

Photos : - Kim Dae-jung (1925-2009) , principale figure de l'opposition à la dictature en Corée du Sud. Il échappe en 1971 à une tentative d'assassinat déguisée en accident de la circulation, et s'exile au Japon où il crée un *Front démocratique d'opposition*. Il est enlevé en 1973 par la police politique, et échappe de peu à la mort par l'intervention de quelques fonctionnaires américains hostiles à la politique du Président Nixon. Il est condamné à mort en 1980, sentence commuée en 20 ans de prison sur intervention des USA., puis à l'exil.

Après son élection à la Présidence, il est lauréat du prix Nobel de la Paix en 2000 pour sa politique de rapprochement avec la Corée du Nord.

- Drapeau de la Corée du Sud



Madagascar (Ratsiraka, 1991-93)